

Nous reproduisons ci-dessous un article à propos de la laïcité et du combat du prolétariat, publié dans le numéro 31 (ancienne série) de notre bulletin « *Combattre pour le socialisme* », en date du 27 janvier 1990 :

C.P.S. N° 31 - 27 janvier 1990

32

ROSA LUXEMBOURG, MARX, BOUKHARINE ET PRÉOBRAJENSKI, ENGELS, LÉNINE SUR : LA LAÏCITÉ ET LE PROLÉTARIAT

LA LAÏCITÉ DE L'ÉCOLE EN FRANCE : UNE RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE.

L'affaire des foulards, l'avis du Conseil d'Etat, la circulaire de Jospin sur le port des signes religieux à l'école publique, marquent l'actualité de la lutte contre la pénétration des religions dans cette école. Cette lutte nécessite d'exiger des directions de la FEN et de ses syndicats qu'elles combattent contre le port du tchador, contre le port de tout signe religieux dans l'école publique. Ce mot d'ordre s'appuie sur toute la tradition de combat du mouvement ouvrier contre le cléricalisme et les religions. L'institution de l'Enseignement public laïque, en France, est sans doute la dernière expression du rôle progressif que la bourgeoisie a joué. Avec le développement du capitalisme industriel, au XIX^{ème} siècle, et son corollaire, le développement du prolétariat, la classe bourgeoise voit croître ses besoins en main-d'oeuvre pourvue d'une qualification, et donc d'une instruction minimale. L'extension de l'enseignement primaire à des couches de plus en plus larges d'enfants du peuple, jusqu'à l'institution, par la Troisième République, de l'obligation scolaire, produit d'un impératif de classe, s'est effectuée dans des conditions politiques déterminées, concernant en particulier la lutte entre les diverses fractions de la bourgeoisie.

Dans sa lutte contre l'ordre féodal la bourgeoisie dut s'attaquer (elle le fit en France plus vigoureusement qu'ailleurs) à l'Eglise en tant que puissance économique, propriétaire de terres immenses et de revenus considérables qui lui conféraient une puissance politique redoutable. La séparation de l'Eglise et

de l'Etat (qui signifiait d'abord la transmission à la bourgeoisie des sommes et richesses accordées par l'Etat à l'Eglise) a donc été une revendication de la bourgeoisie libérale et démocratique. A la fin du XIX^{ème} siècle encore, pour fonder et affermir la République bourgeoise après l'effondrement du second empire, elle a dû affronter les forces cléricales, réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Ecole.

En 1903, Rosa Luxemburg écrivait sur cette question :

"Toute révolution bourgeoise voulant rester fidèle à ses devoirs devait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes, en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique, ne font que contraindre la République bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat. Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances toutes autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas, ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique." (Anticléricalisme et Socialisme, 1er Janvier 1903)

LA CLASSE OUVRIERE ET LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

La séparation de l'Eglise et de l'Etat était et reste également une revendication du mouvement ouvrier. Elle a été réalisée quelques mois par la Commune de Paris. Marx notait :

"Une fois abolies l'armée permanente et la police, instrument du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'autel spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres ; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre des aumônes des fidèles à l'instar de leurs prédécesseurs les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et en même temps débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi non seulement l'instruction était accessible à tous mais la science était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée." (La guerre civile en France. Adresse du Conseil Général de l'A.I.T 30 mai 1871).

La séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcité de l'enseignement public n'en restent pas moins une réforme bourgeoise démocratique, là où elle a été réalisée, réforme qu'il revient désormais à la classe ouvrière d'accomplir là où la bourgeoisie en a été incapable, de défendre et satisfaire partout où elle est attaquée et remise en cause, car en fait nulle part, même en France, cette réforme n'a été menée jusqu'à son terme, expliquent N. Boukharine et E. Préobrajenski, dans leur "ABC du Communisme" :

"Cette lutte non plus ne fut poursuivie nulle part jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en France tous les ministères bourgeois, durant une vingtaine d'années, promirent solennellement de dissoudre toutes les congrégations, de confisquer leurs biens, de leur interdire l'enseignement scolaire, etc... mais ils n'en firent pas moins par une réconciliation et des compromissions avec le clergé catholique. Un exemple saisissant d'un compromis de ce genre entre l'Etat et l'Eglise fut donné récemment par M. Clémenceau qui fut en son temps un adversaire acharné de l'Eglise et qui finit par adresser un

appel à la conciliation, à l'oubli de l'ancienne inimitié, décora solennellement les représentants du clergé catholique pour leur patriotisme. L'Etat et l'Eglise ont déjà conclu une entente et s'entraident mutuellement dans la lutte étrangère pour l'exploitation d'autres pays (dans la guerre avec l'Allemagne) comme dans la lutte à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Cette réconciliation de la bourgeoisie avec l'Eglise se manifeste non seulement par le fait que la bourgeoisie fait table rase de ses anciennes devises de combat contre la religion et qu'elle cesse de lutter contre elle. Il y a mieux. Elle devient elle-même toujours davantage "une classe croyante". Les arrière-grands-pères des bourgeois contemporains de l'Europe étaient athées, libres penseurs, ennemis acharnés du clergé. Tout en restant athée, sans croire aux fictions religieuses et s'en moquant en cachette, la bourgeoisie contemporaine considère néanmoins comme nécessaire d'entretenir ces mensonges en guise de frein pour le peuple."

Maints faits illustrent cette analyse. Dans aucun autre pays capitaliste l'enseignement public n'a été développé indépendamment de "l'éducation" religieuse. En France même cette indépendance n'a cessé d'être battue en brèche, de façon brutale ou sournoise, par les gouvernements bourgeois. Ainsi, sous le gouvernement de Front Populaire cela fut fait sous l'égide de la "main tendue" aux catholiques que pratiquèrent le PCF de Thorez et la SFIO de Léon Blum.

Il faut ajouter que dès Jules Ferry la bourgeoisie française s'est efforcée de maintenir au sein de l'école, en la "laïcisant", la morale et l'idéologie de soumission et de dévouement à l'ordre

établi, garanties jusqu'alors par l'éducation religieuse : patriotisme, colonialisme, valeur morale du travail, légitimité de la propriété, connaissances historiques faussées, etc... Quelle qu'ait été depuis la recherche des enseignants, et en premier des instituteurs, pour se libérer ou atténuer ce contenu de classe, l'enseignement public en est imprégné. C'est particulièrement évident aujourd'hui : développement de l'idéologie de "l'esprit d'entreprise" ; campagnes de charité pour le "Tiers-monde" ; utilisation du bi-centenaire de la révolution française pour dénoncer sa période héroïque de 1792-94 et marteler l'idéologie de la grande "fraternité" que la fête de la fédération du 14 juillet 1790 a représentée.

La laïcité de l'école publique ne change pas sa nature de classe, comme pourvoyeuse de la main d'œuvre dont le capitalisme a besoin, et aussi docile et passive que possible. Cela ne signifie pas pour autant que le mouvement ouvrier doive s'en montrer indifférent. Comme l'écrivait encore Rosa Luxemburg en 1898 :

"C'est au prolétariat français que revient (...) comme dans presque tous les pays capitalistes aujourd'hui, la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie".

Mais le prolétariat et son avant-garde ne peuvent défendre ces conquêtes en partant des principes politiques et en reprenant à leur compte les idéologies de la bourgeoisie. En l'occurrence la défense de l'enseignement public, aujourd'hui, contre les atteintes et les prétentions du cléricisme à son égard ne peut être séparée de la lutte des classes : "on ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme".

MARXISME ET "LAICITÉ"

S'en prenant aux socialistes français prêts à s'associer aux politiciens anticléricaux de la IIIème République, Rosa Luxemburg écrivait :

"Si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critique, aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient en toute occasion que les bourgeois mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricalisme républicain serait atteint, la lutte de classe serait frappée de corruption. Non seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir, mais le danger qui, pour la République et le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'Eglise." (Anticléricalisme et socialisme).

Ces lignes sont tout à fait actuelles. Tous les dirigeants du PS, quel que soit leur courant, du PCF, de la FEN, de la FCPE, de la Ligue de l'enseignement, de SOS-Racisme, etc... se disent hautement des "laïques" indéfectibles. Mais si parfois, au détour d'un discours, il leur arrive d'invoquer avec quelque nostalgie la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il y a longtemps qu'ils se sont chargés de réduire la laïcité de l'enseignement à une idéologie de la "neutralité", fondée sur les principes républicains bourgeois : droits de l'homme, liberté de pensée, tolérance, respect de l'autre, démocratie, etc... pris, en soi, détachés de toute réalité historique et préservés de toute idée de

lutte de classe. A partir de là il est facile de défendre, au nom des mêmes "principes" des positions pratiques contradictoires. La République, la tolérance, le respect de l'individu, la liberté, servent d'argument aussi bien à Lionel Jospin, Mitterrand ou SOS-Racisme qu'à Chevènement, à Barbarant et aux cinq signataires du pamphlet : "Profs, ne capitulons pas".

Cela n'a rien de véritablement étonnant. Par contre il est remarquable que c'est sur une ligne identique que se situe la Fédération des Cercles de Défense Laïque (organisation qui n'a d'ailleurs elle-même qu'une existence "de principe" et purement journalistique) et l'hebdomadaire Informations Ouvrières, sous la plume de Michel Sérac. Il écrit, pour exiger "aucune religion dans l'école publique" :

"En démocratie, la religion est affaire privée. (...) La République (doit) protéger la conscience et les droits de tous les citoyens. (...) Pour ceux des citoyens qui souhaitent séparer leurs enfants de ceux de l'Ecole Publique, il leur appartient de financer des écoles séparées où sont mêlés à la transmission des connaissances l'enseignement religieux (et) telle ou telle pratique. (...) Ces principes sont ceux de la démocratie depuis Condorcet."

Un peu plus loin : "Qui viole la neutralité (sic) laïque ?" (Informations Ouvrières n°1443 - 8 au 15 novembre 1989).

Une telle position, complètement identifiée à celle de la laïcité bourgeoise traditionnelle et réduite depuis plus d'un demi siècle

à des phrases creuses, n'a rien à voir avec celle du marxisme, dont se réclame pourtant son auteur. Elle se réduit à solliciter de la bourgeoisie, (et du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson à son service) une application de ses propres principes. Elle va à l'encontre de la revendication élémentaire : une seule école, l'école publique.

Elle passe sous silence que ce sont aujourd'hui les enseignants qui constituent la force capable de s'opposer à l'offensive contre l'acquis, qui subsiste malgré toutes les

atteintes antérieures, de la séparation de l'Eglise et de l'école. Elle néglige délibérément le fait que cet acquis ne peut être défendu et restauré que par une mobilisation de classe, contre le gouvernement. Elle néglige tout aussi volontairement le fait que pour une organisation se réclamant du marxisme, la lutte spécifique contre le cléricisme ne se justifie pas seulement par le fait que l'Eglise constitue une force politique réactionnaire, mais d'abord, que cette force réactionnaire est fondée sur l'obscurantisme religieux...

"LA RELIGION EST L'OPIUM DU PEUPLE"

Frédéric Engels écrivait en 1875, à propos du programme du parti ouvrier allemand :

"Le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie "liberté de conscience" n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complait à ne pas dépasser le niveau "bourgeois"."

Lénine en 1909 développait la même idée, définissant clairement ce que doit être le combat de l'avant-garde révolutionnaire :

"Rappelons que tout l'Anti-Dürhing d'Engels, lu en manuscrit par Marx, accuse Dürhing, matérialiste et athée, d'être inconséquent dans son matérialisme et de laisser des brèches ouvertes à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons encore que, dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels reproche à ce philosophe d'avoir combattu la religion non pour la détruire, mais pour la rénover, pour en imaginer une nouvelle, plus "élevée", etc..." La religion est l'opium du peuple." Cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse. Le marxisme considère toutes les religions et toutes les Eglises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes, comme des instruments de la réaction bourgeoise, destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation."

Il stigmatisait plus loin :

"L'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui craint de combattre la religion, oublie ce devoir, s'accommode de la foi en dieu, se guide non sur l'intérêt de la lutte de classes, mais sur de misérables petits calculs : ne pas froisser, ne pas repousser, ne pas effrayer, selon le sage précepte : "Vivre et laisser vivre les autres", etc....etc."

Ces "misérables petits calculs", on les voit à l'oeuvre aujourd'hui dans l'affaire du tchador, exprimés par les Harlem Désir, Julien Dray, et tous ceux qui sont prêts à "assouplir" la laïcité de l'école devant les ultimatum du cléricisme islamiste.

Pour l'avant-garde révolutionnaire, pour le combat de la classe ouvrière la lutte contre l'emprise de l'Eglise, de toutes les Eglises, sur l'école, se justifie comme moment de la lutte contre l'emprise idéologique, obscurantiste de la religion, de toutes les religions, sur la jeunesse, et à travers elle sur la classe ouvrière, et c'est en cela qu'elle s'insère dans le combat politique général du prolétariat pour son émancipation et vers le socialisme.

Il ne peut être question, sans renier tout l'héritage du marxisme, de faire silence là-dessus, de défendre la laïcité "en soi", ou parce que "républicaine", "démocratique", etc... Il ne peut en être question, en tout cas, pour des militants trotskystes.

Allons plus loin : après la révolution d'octobre, "L'ABC du communisme, déjà cité, exprimait clairement, parmi les principes concernant l'organisation de l'enseignement en URSS :

"Il faut que le décret de séparation de l'école et de l'Eglise reste dans toute sa vigueur et l'Etat prolétarien ne doit faire aucune concession à l'esprit du Moyen Age. Ce qui a été fait dans ce domaine est encore insuffisant et les parents ignorants ont encore la possibilité d'estropier la mentalité de leurs enfants par les fables religieuses. Le pouvoir soviétique tolère la liberté de conscience pour les adultes. Mais cette tolérance se transforme chez les parents en liberté d'empoisonner leurs enfants avec le même opium dont l'Eglise les a empoisonnés autrefois. Les parents imposent à leurs enfants leur propre stupidité et leur propre ignorance, ils leur enseignent toutes sortes d'inepties et rendent ainsi extrêmement difficile le travail de l'école du travail unique."

"C'est un devoir important de l'Etat prolétarien que de soustraire les enfants à l'influence rétrograde de leurs parents. Le seul moyen radical, c'est l'éducation complète des enfants par la société. Mais il faut agir immédiatement et arriver rapidement non seulement à chasser la propagande religieuse de l'école, mais aussi à faire en sorte que l'école elle-même puisse passer à l'offensive contre la propagande religieuse dans la famille et qu'elle rende l'esprit de l'enfant insensible à toutes les fables religieuses auxquelles bien de grandes personnes croient encore et qu'elles présentent comme la vérité."

*

* *